



Treizième session

RAPPORT DU COMITE CHARGE D'ETUDIER LE CONTROLE ET LA LIMITATION
DE LA DOCUMENTATION

Rapporteur : M. Derek ARNOULD (Canada)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. Création et composition du Comité	1 - 2
II. Réunions.	3
III. Mandat.	4 - 5
IV. Documentation du Comité	6 - 7
V. Catégories de documents examinées par le Comité	8
VI. Discussion générale : idées et réserves fondamentales	9 - 13
VII. Etude des mesures prises par le Secrétariat pour donner effet à la résolution 1203 (XII).	14 - 18
VIII. Opinions générales sur l'importance des réductions qu'il est possible d'opérer	19
IX. Méthodes à appliquer pour réduire le volume global de la documentation.	20 - 27
X. Autres questions soulevées.	28 - 29
ANNEXE I. Résolutions que l'Assemblée générale a précédemment adoptées sur la question	
ANNEXE 2. Volume de la documentation reproduite sous forme mimeographiée et par offset	
a) Etat des travaux achevés - année 1957	
b) Récapitulation (1952-1957)	

I. Création et composition du Comité

1. Le Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation a été créé par la résolution 1203 (XII) du 13 décembre 1957, dans laquelle l'Assemblée générale :
 - a) Priait le Secrétaire général de poursuivre ses efforts, en collaboration avec les Etats Membres, en vue de réduire en 1958 la longueur et le nombre des documents;
 - b) Avançait à cette fin, comme objectif, le chiffre de 25 pour 100 pour la réduction à opérer, par rapport à 1957, dans le volume global de la documentation;
 - c) Décidait de créer un comité de neuf Etats Membres, qui aurait pour fonctions de procéder à des échanges de vues avec le Secrétaire général et de le conseiller sur les moyens les plus propres à mettre en oeuvre la résolution et qui adresserait à l'Assemblée générale, lors de sa treizième session, un rapport et des recommandations sur les méthodes à appliquer pour réduire le volume global de la documentation;
 - d) Invitait le Secrétaire général à lui rendre compte, avant l'ouverture de sa treizième session, des mesures prises, ainsi que de la nature et de l'étendue des réductions effectuées.
2. Le Comité était constitué comme suit :
 - M. Raul Quijano (Argentine) - Président
 - M. Derek Arnould (Canada) - Rapporteur
 - M. Yin-Shou Che (Chine)
 - M. Philippe Marandet (France)
 - M. Kadhim Khalaf (Irak)
 - M. Eduardo Espinoza y Prieto et M. Arturo Ortigosa (Mexique)
 - M. Niaz Naik (Pakistan)
 - M. A.H.M. Hillis (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
 - M. Vladimir Molchanov (Union des Républiques socialistes soviétiques)

II. Réunions

3. Le Comité a tenu dix-sept séances, du 18 mars au 11 juillet 1958.

/...

III. Mandat

4. A la première séance, le Comité a pris note de son mandat, tel qu'il est énoncé au troisième paragraphe du dispositif de la résolution 1203 (XII) de l'Assemblée générale.

5. En ce qui concerne la partie de son mandat aux termes de laquelle il est tenu de procéder à des échanges de vues avec le Secrétaire général et de le conseiller sur les moyens les plus propres à se rapprocher du pourcentage proposé pour la réduction à opérer dans le volume de la documentation par rapport à 1957, le Comité a noté que, par cette résolution, l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général à rendre compte, avant l'ouverture de sa treizième session, des mesures prises, ainsi que de la nature et de l'étendue des réductions effectuées. Pour des raisons d'ordre pratique, le Secrétaire général se trouvait ainsi dans l'obligation de prendre certaines initiatives pour continuer à réduire le volume de la documentation, sans attendre l'issue des délibérations du Comité. Il a été convenu que le Comité serait tenu au courant des mesures prises dans ces conditions et que les réserves que ses membres pourraient avoir à formuler à cet égard seraient indiquées dans le rapport.

IV. Documentation du Comité

6. Tout d'abord, le Comité a examiné le nombre de documents dont il aurait besoin pour son usage propre, sans vouloir créer de précédent pour d'autres comités de caractère analogue dont les besoins seraient peut-être différents.

7. Il a décidé ce qui suit : a) il n'y aurait pas de compte rendu analytique de ses séances, mais toutes les thèses avancées au cours de la discussion, ainsi que les conclusions auxquelles le Comité parviendrait, seraient dûment consignées dans son rapport; b) la documentation à distribuer sous forme officielle et dans les langues de travail se limiterait au projet de rapport du Comité et au texte définitif de ce rapport.

V. Catégories de documents examinées par le Comité

8. Le Comité s'est surtout occupé de la documentation préparée pour les sessions ordinaires que les divers organes de l'ONU tiennent au Siège. Il a décidé de n'examiner ni les documents du Service de l'information, ni ceux du Bureau de

/...

statistique. En effet, les premiers doivent retenir l'attention du Comité d'experts chargé d'étudier l'action de l'ONU dans le domaine de l'information; quant aux autres, ils paraissaient de nature trop technique pour se prêter à l'appréciation du Comité et ils présentent d'ailleurs une utilité indiscutable, surtout pour les pays dont les services de statistique sont insuffisants. L'idée a été avancée que la Commission de statistique elle-même serait mieux en mesure de déterminer si une réduction pouvait être opérée dans ce domaine, et l'on a fait observer à ce sujet que si les propositions du Comité qui figurent plus loin, au paragraphe 27.5, touchant l'examen par les divers organes de leurs propres publications étaient adoptées, la Commission de statistique accorderait l'attention voulue à cette catégorie de documents. Le Comité a également décidé de ne s'occuper ni des documents rédigés par les Départements du Secrétariat pour des conférences spéciales, ni des études, bulletins et exposés qui ne font pas partie de la documentation d'un organe de l'ONU ou ne s'y rattachent pas directement.

VI. Discussion générale : idées et réserves fondamentales

9. Le Comité a abordé le fond par une discussion générale sur l'ampleur du problème. Il disposait, pour guider ses débats, d'un document de travail où le Secrétariat donnait un aperçu des diverses catégories de documentation, signalait les considérations dont il faudrait éventuellement s'inspirer pour essayer d'en réduire le volume et indiquait certaines des méthodes que l'on pourrait employer pour chercher à obtenir les résultats désirés^{1/}. Afin de mettre en relief les problèmes que le Secrétariat rencontre dans ses efforts pour atteindre l'objectif fixé par la résolution 1203 (XII) de l'Assemblée générale, le document de travail précisait dans quelle mesure chacune des différentes catégories de documentation dépendait du Secrétariat. A cet égard, il y était signalé que le Secrétaire général ferait tout en son pouvoir pour réduire le volume de la documentation qui dépendait du Secrétariat, mais que la grande masse des documents produits était régie, du point de vue nature et volume, par le règlement intérieur ou par les

^{1/} Pour donner une idée du volume de la documentation produite au cours de la dernière année civile, le Secrétariat a communiqué au Comité des statistiques du nombre de pages produites et de pages tirées en 1957 (voir Annexe 2).

directives formelles des organes compétents de l'Assemblée générale. Par conséquent, bien que le Secrétaire général fît encore plus d'efforts que les années précédentes pour réduire le volume de la documentation, on ne pouvait guère espérer diminuer sensiblement le volume global sans une action concertée des délégations des Etats Membres aux organes de l'Assemblée, d'une part, et du Secrétariat, de l'autre. En outre, les représentants eux-mêmes pourraient grandement servir ces efforts s'ils tenaient dûment compte, lorsqu'ils prennent des décisions de fond, de la quantité minimum de documents qui sera vraiment utile eu égard à l'objet qu'ils se proposent. En présentant le document de travail, le représentant du Secrétaire général a fait observer que la position du Secrétariat en ce qui concerne la réduction du volume de la documentation était délicate dans la plupart des cas et qu'il y aurait beaucoup à gagner à ce que l'Assemblée renforçât l'autorité du Secrétariat en prenant des décisions précises sur la documentation dont ses divers organes ont besoin.

10. Au cours de la discussion générale sur ce point, les membres du Comité ont exprimé certaines idées sur la façon dont ils envisageaient la question. A l'issue du débat, ils se sont mis d'accord sur les éléments suivants :

- a) Le chiffre de 25 pour 100 par rapport à 1957, que la résolution 1203 (XII) avance comme pourcentage dont il convient de réduire la longueur et le nombre des documents en 1958, correspondait à un but vers lequel il fallait tendre et ne représentait nullement une coupure d'une exactitude mathématique, à effectuer sans tenir compte d'autres conditions essentielles.
- b) Le Comité interprétait la résolution comme signifiant qu'il fallait chercher à opérer une réduction globale et non une réduction uniforme de chaque document ou catégorie de documents en particulier.
- c) Le Comité présumait que toutes les mesures prises par le Secrétariat, en exécution des directives données par l'Assemblée pour réduire le volume de la documentation, seraient appliquées avec discernement. Pour la documentation émanant des organes de l'ONU, il était convaincu que ces organes s'acquitteraient des responsabilités qui leur incombent au premier chef en tenant dûment compte des diverses résolutions de l'Assemblée relatives au contrôle et à la limitation de la documentation.

/...

d) D'une manière générale, il ne fallait pas perdre de vue qu'il y a un volume minimum et un volume maximum de documentation que l'on peut considérer comme intéressants ou utiles, ce qui revenait à dire, d'une part, qu'il ne convenait pas de diminuer la longueur et le nombre des documents au-delà du point où ils cesseraient d'être appropriés et clairs ou de bien répondre à leur raison d'être et, d'autre part, que les documents ne devraient pas être produits en nombre tel que les destinataires ne puissent donner à leur contenu l'attention qu'ils méritent.

e) Le Comité devait donc avant tout rechercher le moyen d'accroître l'utilité de la documentation en diminuant le volume global sans en amoindrir la valeur. Le Comité n'ignorait pas, par ailleurs, que les résultats qu'il pourrait obtenir dans ce domaine auraient des avantages indirects, notamment du fait que les dépenses de production et de distribution seraient moindres et que la pression du travail s'atténueraient dans certains services, notamment dans les services de traduction.

f) En prenant des mesures pour réduire la documentation, il faudrait néanmoins respecter certaines normes minima de présentation et de qualité.

11. La majorité des membres du Comité doutait fort qu'il fût possible en 1958 de réduire le volume global de 25 pour 100 par rapport à 1957 sans compromettre la valeur et l'utilité des documents en cause et alors, notamment, que le Secrétariat avait déjà, en 1957, appliqué une réduction de cet ordre à certaines catégories de documents. D'autre part, en procédant aux réductions, il fallait prendre garde que l'essentiel était d'augmenter l'utilité de la documentation et non de faire des économies. Dans le cas de certains documents, les plans proposés pour diminuer leur volume ont suscité des appréhensions. A ce propos, on a cité les comptes rendus des débats de l'ONU et le Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale comme exemples de documents qui avaient une valeur et une importance particulières en tant que documents de travail et qu'il faudrait vraiment s'efforcer de ne pas abréger d'une manière qui en diminuerait l'utilité. Les membres du Comité sont convenus de considérer ces documents comme des champs d'expérience en 1958 et d'étudier de très près, pour déterminer si elles étaient acceptables, toutes réductions que le Secrétariat pourrait décider d'opérer - touchant leur forme et leur contenu - pour répondre à la demande faite par l'Assemblée au Secrétaire général dans la résolution 1203 (XII).

/...

12. Un membre du Comité a beaucoup insisté sur la question de la forme sous laquelle il convenait de consigner les débats des organes de l'ONU. Il était d'avis que l'Assemblée générale devrait reconsidérer tout le problème en vue de déterminer si l'ONU ne devrait pas adopter la pratique générale des Assemblées nationales et faire paraître les procès-verbaux officiels de tous ses débats in extenso plutôt que sous une forme résumée.

13. Certains membres du Comité ont fait observer qu'il arrivait parfois que, sans raison apparente, certaines interventions fassent l'objet d'un résumé plus détaillé que d'autres, ce qui provoquait, selon eux, une augmentation inutile du volume de la documentation. Ils estimaient qu'il y aurait lieu de faire un effort spécial pour que toutes les interventions soient résumées avec le même degré de concision.

VII. Etude des mesures prises par le Secrétariat pour donner effet à la résolution 1203 (XII)

14. Le 22 janvier 1958, le Secrétaire général a envoyé aux chefs de tous les services administratifs qui s'occupent de l'élaboration des documents un mémoire dans lequel il attirait leur attention sur la résolution 1203 (XII) et priait tous les fonctionnaires chargés de concevoir, de rédiger et d'éditer les documents de ne rien négliger pour réduire le volume de la documentation relevant d'eux, sans nuire à la valeur essentielle et au contenu des documents. Le Secrétaire général demandait en outre aux chefs des services administratifs auxquels ce mémoire était adressé de répondre aux deux questions suivante :

- a) Quels moyens le service en question se proposait-il d'utiliser pour donner effet à la résolution de l'Assemblée?
- b) En quoi sa liberté d'action était-elle limitée par des facteurs indépendants de sa volonté?

15. Pour que le Comité soit informé des principaux éléments contenus dans les réponses à ce mémoire, lesdites réponses ont été mises à la disposition du Rapporteur, qui les a étudiées et analysées pour le compte du Comité.

16. Dans son rapport au Comité, le Rapporteur a signalé qu'il avait relevé, dans chacune des réponses, les deux éléments fondamentaux suivants :

- a) On y trouvait la preuve que les fonctionnaires du Secrétariat faisaient un effort consciencieux pour atteindre les buts fixés dans la résolution 1203 (XII).

/...

- b) Il y était dit que le Secrétariat ne pouvait opérer aucune nouvelle réduction importante sans l'assentiment de l'organe de l'ONU dont la documentation serait touchée par cette réduction.

17. A l'appui de sa première conclusion, le Rapporteur a cité un certain nombre d'exemples précis de réduction touchant certaines publications. En ce qui concerne la seconde, il a fait observer que de nombreuses suggestions faites précédemment par le Secrétariat auraient pu entraîner une importante réduction de la documentation mais qu'elles n'avaient pas été approuvées par l'organe de l'ONU auquel elles avaient été soumises. Cela étant, dans bien des cas, l'efficacité de beaucoup des nouvelles propositions contenues dans les réponses dépendrait une fois de plus des réactions de l'organe dont la documentation était visée.

18. En conclusion, le Rapporteur signalait que l'ordre du jour du Conseil économique et social comprend tous les ans un point relatif à la rationalisation des activités dans les domaines économique et social, le but étant de mener ces activités d'une façon aussi efficace, économique et pratique que possible. Dans le cadre de cette procédure, le Secrétaire général présentait tous les ans un rapport intitulé "Observations sur le programme de travail dans les domaines économique, social et des droits de l'homme" (voir E/3134, 10 juin 1958). Le Comité de coordination du Conseil économique et social examinait ce rapport en détail et présentait ensuite ses recommandations au Conseil pour examen en dernier ressort. Le Rapporteur a fait l'éloge de cette méthode, dans laquelle il a vu un exemple heureux des bons résultats à quoi peuvent conduire les efforts constants d'un organe et des fonctionnaires de l'ONU. L'ensemble du Comité revient plus loin, sur ce point, au paragraphe 25.

VIII. Opinions générales sur l'importance des réductions qu'il est possible d'opérer

19. Le Comité, avec le concours des représentants du Secrétaire général, a examiné en première et en deuxième lecture un tableau d'ensemble des diverses catégories de documents de l'ONU et est arrivé aux conclusions générales suivantes en ce qui concerne l'importance des réductions qu'il serait possible d'opérer :

- a) L'importance des réductions que le Secrétariat pourrait apporter de lui-même au volume total de la documentation est fonction de sa liberté d'action.

/...

- b) Comme une grande partie des documents publiés est régie par le règlement intérieur des divers organes compétents et les directives formelles de ces organes, il est impossible de parvenir à une réduction de l'ampleur prévue dans la résolution 1203 (XII) sans la coopération des organes intéressés.
- c) Le Comité a réservé son jugement en ce qui concerne l'expression en termes strictement mathématiques de la réduction. Il a rappelé que la réduction envisagée dans la résolution 1203 (XII) concernait le volume global de la documentation. Il a donc douté qu'il fût souhaitable d'inviter instamment le Secrétariat à faire porter sur la partie limitée du volume total de la documentation qui dépend exclusivement de lui, une réduction de l'ampleur prévue.

IX. Méthodes à appliquer pour réduire le volume global de la documentation

20. L'Assemblée générale l'ayant invité à présenter des recommandations sur les méthodes à appliquer pour réduire le volume global de la documentation, le Comité a décidé d'appeler son attention sur certains aspects généraux de la situation actuelle et de formuler un certain nombre de suggestions pratiques qui permettraient, à son avis, de se rapprocher de l'objectif fixé par l'Assemblée générale : ramener la documentation de l'ONU au minimum utile.

21. Le Comité a noté que dans ses résolutions 593 (VI) du 4 février 1952 et 789 (VII) du 9 décembre 1953, l'Assemblée s'était également préoccupée de la question du contrôle et de la réduction de la documentation et avait fait un certain nombre de propositions, qui étaient encore valables et qui étaient analogues à celles que le Comité avait l'intention de présenter à cet égard. Le texte de ces résolutions est reproduit à l'annexe 1.

22. En ce qui concerne les méthodes de rédaction appliquées par le Secrétariat, le Comité a noté avec intérêt qu'il existe au Siège un Service du contrôle de la rédaction, qui a pour attribution générale de procéder à une étude constante de la documentation de l'ONU pour en améliorer la qualité grâce à un travail d'édition et atteindre les fins énoncées dans les différentes résolutions de l'Assemblée générale relatives à la limitation de la documentation en exerçant un contrôle lors de la préparation et de la rédaction des documents.

/...

23. Le Comité a été informé de l'usage qui consiste à détacher des fonctionnaires du Service du contrôle de la rédaction auprès des Départements organiques du Secrétariat, où l'on peut les faire participer à l'élaboration de la documentation au stade de la préparation et de la rédaction. Le Comité a noté à cet égard qu'il n'existe de service du contrôle de la rédaction qu'au Siège et au secrétariat de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Sans être en mesure de se prononcer définitivement sur les avantages pratiques que présente le détachement de fonctionnaires du Service du contrôle de la rédaction, le Comité a noté que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait exprimé un avis favorable à ce sujet et avait recommandé d'envisager une mesure analogue en ce qui concerne les autres Commissions économiques régionales et l'Office des Nations Unies à Genève^{2/}.

24. En examinant les catégories de documents auxquels donnent lieu les débats des organes de l'ONU, le Comité a constaté que la possibilité de réduire la documentation de la manière préconisée dans la résolution 1203 (XII) dépendait notamment des facteurs suivants :

- a) Mesure dans laquelle une même question fait l'objet d'une discussion générale à peu près identique, d'abord en commission, puis en séance plénière;
- b) Temps consacré à certaines discussions générales;
- c) Nombre de demandes en vue de la publication de certaines interventions sous forme de documents;
- d) Nombre de nouveaux comités dont la création est décidée.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, Douzième session, Supplément No 7 (A/3624) par. 170 : "L'expérience a montré que le détachement de fonctionnaires du Service du contrôle de la rédaction auprès des Départements organiques, où ces fonctionnaires s'occupent tant de l'élaboration des projets qui exigent l'établissement d'une documentation que des problèmes directement liés aux travaux de rédaction proprement dits, est une méthode des plus efficaces pour raccourcir et améliorer les documents de l'Organisation. Les travaux de ce Service ont été jusqu'ici limités à New-York, mais le Secrétaire exécutif de la CEAEO vient de demander que l'on détache à l'essai auprès de son secrétariat un fonctionnaire du Service du contrôle de la rédaction de New-York. Le Comité consultatif recommande que l'on envisage une mesure analogue pour la CEPAL et l'Office de Genève. La nouvelle présentation du budget qui facilite transferts et mutations devrait, de l'avis du Comité, permettre de généraliser ce genre de contrôle de la rédaction sans qu'il y ait pour autant à créer de nouveaux postes". /...

Le Comité a noté aussi que l'envoi de rectifications qui allongent les déclarations originales ou en modifient le contenu contribuait à augmenter le volume des comptes rendus analytiques, cette remarque ne mettant pas en cause le droit que les représentants ont d'envoyer des rectifications pour assurer que leurs déclarations, telles qu'elles ont été faites, sont résumées avec exactitude.

25. Le Comité a noté avec satisfaction que le Conseil économique et social inscrivait chaque année à son ordre du jour, la question de la rationalisation de ses activités.

26. En ce qui concerne la question connexe de la distribution des documents, le Comité a pris note du fait que le système normal actuellement en vigueur a été conçu de manière à soumettre la distribution automatique des documents à un contrôle qui la maintienne dans des limites déterminées et à réaliser le maximum d'économies pour les documents distribués sur demande. Le Comité a attaché une importance particulière au système récemment instauré, en vertu duquel le Secrétariat cherche à donner à tous les destinataires officiels l'occasion de revoir à intervalles réguliers leurs besoins en documents. En application de ce système, le Secrétariat adresse aux destinataires officiels de nouvelles formules de commande énumérant tous les types de documents faisant partie de la catégorie sur laquelle porte la formule, ainsi qu'une formule remplie indiquant le nombre des documents actuellement distribués en exécution de commandes antérieures. Le Comité a estimé qu'il serait possible de réaliser des économies substantielles et de donner à la distribution des documents un caractère plus rationnel si les Missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et les autres destinataires officiels faisaient, chaque fois, examiner attentivement ces formules par une personne compétente.

27. Compte tenu des considérations qui précèdent et des échanges de vues qu'il a eus avec le Secrétariat, le Comité a décidé à l'unanimité de présenter les suggestions pratiques suivantes :

Propositions relatives aux travaux du Secrétariat

- a) Il conviendrait d'appeler l'attention des fonctionnaires de l'ONU chargés de rédiger des rapports et des études sur les considérations suivantes, qui permettraient de réduire le volume des documents sans nuire à leur clarté, à leur objectivité et à leur utilité :

/...

- i) Nécessité de parvenir à un degré de concision maximum en apportant le plus grand soin à la rédaction et à la mise au point et en éliminant les textes superflus et les redites;
 - ii) Nécessité d'omettre, aussi souvent que possible, les données générales, à remplacer par des renvois aux documents déjà publiés sur la question;
 - iii) Intérêt qu'il y a, dans le cas de rapports successifs sur une question donnée, à publier ces rapports sous forme d'additifs contenant exclusivement les renseignements nouveaux.
- b) En ce qui concerne les propositions qui entraînent l'établissement de documents, il conviendrait d'appliquer en toute rigueur l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et les dispositions pertinentes du règlement intérieur des organes de l'ONU. A cet effet, il faudrait toujours que l'exposé du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières, notamment en ce qui concerne la documentation, soit présenté au conseil, à la commission ou à l'organe compétent, en temps voulu avant qu'il n'adopte une décision; le Président devrait signaler aux membres de l'organe intéressé l'existence de cet exposé.
- c) En ce qui concerne les comptes rendus sténographiques des séances plénières de l'Assemblée générale, il n'y a pas lieu de modifier les dispositions actuelles touchant le texte provisoire mimeographié; toutefois la version définitive imprimée devrait être soigneusement éditée en consultation avec les orateurs intéressés de manière à :
- i) Eliminer les passages qui ne se rapportent pas à la question en discussion ou qui n'ont plus d'intérêt après coup, par exemple, ceux qui ont trait à la conduite des débats et à d'autres questions courantes, étant entendu que cette règle ne vaudrait ni pour les déclarations relatives au fond de la question, ni pour celles qui concernent l'application du règlement intérieur ou d'autres éléments qui s'inscrivent au coeur du débat.

/...

- ii) Résumer certaines questions en ne retenant que les précisions essentielles, notamment les questions de procédure courantes, telles que la nomination de la Commission de vérification des pouvoirs ou la présentation des rapports par les rapporteurs, lorsque ceux-ci se bornent à mentionner le contenu du rapport sans ajouter d'observations.
- d) Les publications ne devraient être reproduites, tant sous forme miméographiée que sous forme imprimée, qu'en cas de stricte nécessité, par exemple, lorsque la version définitive d'un document ne peut pas être prête assez tôt pour qu'un organe de l'ONU puisse l'examiner de la façon qui convient.

Propositions relatives aux travaux des organes de l'ONU

- e) Il conviendrait d'appeler l'attention de tous les organes de l'ONU sur les buts énoncés dans la résolution 1203 (XII) et de les inviter à envisager d'inscrire à l'ordre du jour de leur session suivante et, le cas échéant, à celui de sessions ultérieures, la question du contrôle et de la réduction de leur propre documentation.
- f) Lorsque des renseignements provenant de sources extérieures au Secrétariat doivent figurer dans une étude ou un rapport, les efforts du Secrétariat pour maintenir la documentation dans les limites prévues se trouveraient facilités si les principes suivants étaient appliqués :
 - i) Les organes qui ont demandé le rapport ou l'étude devraient donner des instructions précises quant à la forme et au volume que doit avoir le document envisagé;
 - ii) Chaque fois qu'il y a lieu, les demandes de renseignements devraient être présentées sous forme de questionnaires car on obtient plus facilement des réponses pertinentes si les questions sont formulées avec soin et il est plus aisé de faire figurer, dans un seul document, les renseignements fournis en réponse à des questions identiques. Il n'y a rien là qui porterait atteinte au droit des intéressés de répondre aux questions sous la forme qui, dans leur cas, leur paraîtrait s'imposer.

/...

- iii) Dans chaque cas, les intéressés devraient être invités à s'efforcer de respecter, dans leurs réponses, les limites qui leur sont indiquées.
- g) Les principes suivants devraient être énoncés dans un recueil d'instructions permanentes pour la rédaction des rapports des commissions ou comités :
 - i) Dans les introductions donnant des renseignements généraux, il faut, dans toute la mesure du possible, ne mentionner que les questions de fond et écarter les questions de procédure, en se limitant à ce qu'il est indispensable de porter à l'attention de l'organe auquel le rapport est soumis.
 - ii) Les rapports doivent être de plus en plus concis au fur et à mesure que la question est étudiée par des organes de plus en plus élevés.
 - iii) Les textes dont le contenu peut être aisément fondu dans le corps d'un document ne doivent pas être reproduits en annexe. Dans tous les cas qui s'y prêtent, on renverra à des documents facilement accessibles.
 - iv) On maintiendra la distinction entre les comptes rendus des séances et les rapports sur l'examen d'un point de l'ordre du jour.
- h) Les comités spéciaux et les autres organes subsidiaires des organes principaux de l'ONU, à l'exclusion des commissions permanentes, devraient être invités à examiner s'il ne leur serait pas possible, étant donné la nature et le but de leurs débats, de renoncer aux comptes rendus analytiques et de se contenter d'un rapport final qui rende compte de façon adéquate des opinions exprimées et des décisions prises.
- i) Les organes de l'ONU devraient être invités à procéder à une révision générale des résolutions et règlements qui prévoient la présentation de rapports fréquents, en vue de rechercher si ces rapports ne pourraient pas être publiés à des intervalles plus espacés.
- j) On devrait poser en règle générale que lorsqu'un représentant demande que le texte d'une déclaration faite au cours du débat soit distribué, il devrait être invité à fournir par ses propres moyens des exemplaires de cette déclaration sous la forme d'un communiqué de presse. /...

- k) Il faudrait appeler l'attention des Etats Membres sur l'utilité que présente les réunions périodiques que le Secrétariat organise, conformément aux dispositions du paragraphe 2 b) de la résolution 593 (VI), pour consulter les représentants des Etats Membres au sujet des questions d'intérêt commun touchant la distribution et le classement de la documentation.

X. Autres questions soulevées

28. Indépendamment des propositions faites plus haut, sous IX, le Comité a étudié les autres aspects suivants du problème, sans parvenir toutefois à une conclusion recueillant l'adhésion générale :

- a) Il a examiné dans quelle mesure le Secrétariat exerçait un contrôle quant au nombre des exemplaires à imprimer dans le cas de telle ou telle publication. On a émis l'idée que le Secrétariat devrait faire tout son possible pour disposer d'inventaires complets et à jour de tous les organes de vente, afin de réduire au strict minimum les quantités à imprimer. A cet égard, un représentant a déclaré qu'à son avis les documents qui soulevaient des objections d'ordre politique de la part de certains gouvernements ne devraient faire l'objet que d'une distribution normale et que les possibilités de vente commerciale ne devraient pas entrer en ligne de compte pour fixer le chiffre du tirage. Toutefois, après avoir entendu les explications du Secrétariat, qui a indiqué que le tirage était déterminé par la demande et non pas par les possibilités de vente commerciale, la majorité des représentants n'a pu souscrire au point de vue exposé ci-dessus.
- b) Le Comité s'est également demandé si l'on ne pourrait pas renoncer à faire figurer au début de chaque recueil des documents officiels des organes de l'ONU, la liste complète des représentants présents à la session. Certains membres du Comité ont fait valoir qu'il en découlerait une réduction de volume appréciable, et ce sans aucun inconvénient puisque les listes des représentants sont toujours publiées séparément aussi. Toutefois, la majorité des membres du Comité a estimé que la liste des représentants avait un intérêt historique et que sa suppression dans les recueils en question gênerait ceux qui sont appelés à les utiliser.
- /...

- c) Un représentant a fait observer qu'à des fins d'économie, les mesures destinées à réduire le volume global de la documentation devraient s'appliquer également à la documentation intérieure du Secrétariat (correspondance, notes, etc. échangées entre les divers services).

29. A l'issue des débats du Comité, Le représentant du Mexique a déclaré formellement qu'il avait, au sujet du présent rapport, un certain nombre de réserves sur lesquelles il attirerait l'attention de l'Assemblée générale au moment de l'examen du rapport.

/...

ANNEXE 1

RESOLUTIONS QUE L'ASSEMBLEE GENERALE A PRECEDEMMENT
ADOPTÉES SUR LA QUESTION

789 (VIII). Contrôle et réduction de la documentation

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 593 (VI), du 4 février 1952, sur le contrôle et la réduction de la documentation,

Notant les observations et propositions que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présentées dans son premier rapport à l'Assemblée générale (huitième session), et les mesures que le Secrétaire général a prises, notamment dans son instruction du 20 août 1953, pour assurer un contrôle plus efficace de la documentation,

Notant également les mesures que le Conseil économique et social a prises dans sa résolution 497 D (XVI), du 29 juillet 1953, en vue de réduire le nombre et le volume de certaines catégories de documents demandés par lui,

Considérant que cette réduction n'est pleinement réalisable qu'avec la coopération des Etats Membres,

Exprimant le voeu que les Etats Membres prêtent leur coopération aux fins de la présente résolution,

1. Invite le Conseil économique et social à poursuivre et à intensifier les efforts qu'il fait pour réduire davantage encore la documentation demandée par lui ainsi que par ses commissions techniques et régionales;

2. Invite tous les organes des Nations Unies à étudier également avec soin leur documentation actuelle et à y apporter toutes les réductions possibles, ainsi qu'à seconder les efforts du Secrétaire général pour réduire le volume de la documentation de l'Organisation tout en en améliorant la qualité.

471ème séance plénière,
le 9 décembre 1953.

/...

593 (VI). Contrôle et réduction de la documentation

L'Assemblée générale,

Notant les mesures qui ont été prises et les progrès réalisés jusqu'à présent dans l'organisation de la documentation et dans la stabilisation des programmes de publications,

Notant, d'autre part, que le volume de la documentation demandée par les divers organes des Nations Unies ne cesse d'augmenter et que les délégations éprouvent une difficulté croissante à utiliser cette documentation de la manière la plus efficace,

Se rendant compte que, pour être effective, toute nouvelle mesure visant à limiter les frais de documentation devra porter à la fois sur le nombre des documents, sur le volume de chacun d'eux et sur le nombre d'exemplaires publiés,

1. Invite les Gouvernements des Etats membres à aider :

a) A réduire au minimum le nombre des documents et le volume de chaque document :

- i) En considérant qu'il serait utile que tous les projets de résolution qui prévoient la rédaction et la diffusion d'études et de rapports indiquent clairement l'étendue de ces études et de ces rapports;
- ii) En limitant à la fois le nombre et le volume des documents dont ils demandent la reproduction aux textes qui sont strictement exigés par une résolution ou une autre décision valide émanant d'organes des Nations Unies, ou qui se rapportent manifestement aux points de l'ordre du jour à l'examen;

b) A réduire le nombre d'exemplaires des documents publiés :

- i) En révisant et réduisant dans toute la mesure possible leurs demandes de documents publiés en première distribution, et en soumettant au Secrétaire général leurs listes révisées;
- ii) En évitant dans toute la mesure possible de demander, en cours de séance, des exemplaires supplémentaires;
- iii) En réduisant au minimum toutes autres demandes ultérieures, notamment en s'abstenant de demander la reproduction ou la réédition de textes que l'on peut trouver facilement dans d'autres documents des Nations Unies;

/...

2. Invite le Secrétaire général :

a) A exercer un contrôle rigoureux sur la publication des documents en s'abstenant de publier des documents qui ne sont pas demandés par un organe des Nations Unies ou qui ne sont pas nécessaires à la conduite des débats ou au bon fonctionnement du Secrétariat;

b) A se servir de son pouvoir discrétionnaire dans le traitement à réserver aux textes soumis par les délégations et qui ne remplissent pas les conditions énoncées au point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus;

c) A réduire au strict minimum la distribution gratuite des publications dont le tirage est effectué au Secrétariat et la distribution des documents qui sont encore à l'état de projet;

d) A soumettre à tous les organes des Nations Unies, avant l'adoption des projets de résolution qui demandent l'établissement de documents, une estimation des frais et, si possible, une estimation des recettes que l'on peut attendre de leur vente;

e) A renforcer le contrôle intérieur de la documentation en appliquant des règles de rédaction très strictes ayant pour but d'éliminer les textes superflus et les redites;

f) A permettre aux délégations de consulter les services compétents du Secrétariat au sujet du classement de leur documentation afin d'éviter dans toute la mesure possible des demandes de nouvelles distributions de documents.

373ème séance plénière,
le 4 février 1952.

/...

ANNEXE 2

VOLUME DE LA DOCUMENTATION REPRODUITE SOUS FORME MIMÉOGRAPHIÉE ET PAR OFFSET

a) ETAT DES TRAVAUX ACHÉVÉS - ANNÉE 1957

(Nombre de pages tirées et de pages standards définitives)
(Le nombre des pages tirées est arrondi à la centaine la plus proche)
(Le nombre des pages produites est arrondi à la dizaine la plus proche)

ORGANE	MIMÉOGRAPHIÉES		OFFSET	
	PAGES TIRÉES	PAGES PRODUITES	PAGES TIRÉES	PAGES PRODUITES
Assemblée générale (documents A/...)	36.667.300	77.460	30.936.600	35.900
Conseil de sécurité (documents S/...)	1.784.700	3.150	3.111.200	3.340
Conseil de tutelle (documents T/...)	7.935.800	26.560	3.015.400	4.500
Conseil économique et social (documents E/..., abstraction faite des documents E/CN. /... et E/ICEF/...)	2.978.000	6.630	29.131.300	28.190
Commissions du Conseil économique et social (documents E/CN. /...)	8.251.500	21.450	15.687.600	27.810
Commission du désarmement (documents DC/...)	97.900	220	4.869.400	9.050
Bureau de l'assistance technique (documents TAB/...)	1.117.100	4.490	537.800	610
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (documents E/ICEF/... ou ICEF/...)	2.935.000	6.290	10.103.200	5.520
Comité administratif de coordi- nation (ACC)	94.000	630	5.800	40
Association du personnel	-	-	349.200	90
Comité mixte de la Caisse commune des pensions (JSPB)	137.000	670	344.200	120
Tribunal administratif (AT)	77.400	560	20.200	200
Agence de l'énergie atomique (Statut, Conférence et Commission préparatoire - IAEA)	1.009.500	5.220	531.800	690

ANNEXE 2 (suite)

ORGANE	MIMEOGRAPHIES		OFFSET	
	PAGES TIREES	PAGES PRODUITES	PAGES TIREES	PAGES PRODUITES
<u>Travaux effectués par les</u> <u>Départements :</u>				
Affaires politiques et du Conseil de sécurité	62.900	1.830	1.134.800	940
AAT	941.400	4.550	2.464.000	6.010
Affaires économiques et sociales	735.800	3.490	18.635.700	12.120
Tutelle et territoires non autonomes	225.400	810	2.139.700	1.650
Information	1.543.200	5.910	23.054.100	2.970
Services généraux	108.500	710	7.530.900	4.870
Conférences	121.800	460	9.324.500	9.810
Secrétaire général	976.100	1.890	9.399.500	4.260
Service juridique	9.300	70	2.719.000	6.180
TOTAL	67.809.600	173.050	175.045.900	164.870

b) RECAPITULATION (1952-1957)

(Nombre de pages tirées et de pages standards définitives,
arrondi à la dizaine la plus proche)

PROCEDE		1957	1956	1955	1954	1953	1952
Miméographiés	Pages tirées ***	68	57	61	66	72	81
Offset	Pages tirées ***	175	133	128	94	79	96
	TOTAL ***	243	190	189	160	151	177
Miméographiés	Pages produites	173.050	152.640	173.080	186.110	170.050	190.410
Offset	Pages produites	164.870	138.020	130.790	102.280	112.070	139.440
	TOTAL	337.920	290.660	303.870	288.390	282.070	329.850

*** En millions.